

Lorsque le prix international du pétrole a connu une forte hausse, à l'automne de 1973, la plupart des pays, en particulier ceux qui importent la totalité ou une grande partie de leur pétrole, ont laissé leur prix intérieur s'aligner entièrement sur celui du marché mondial. C'est ce qui se produit normalement au Canada lorsque les cours internationaux des marchandises augmentent. Cela s'explique facilement. Si le prix d'un produit sur le marché intérieur est maintenu à un niveau inférieur au cours international, les producteurs du pays ne cherchent pas à augmenter leurs approvisionnements et les consommateurs ne s'efforcent pas de ménager un produit rare.

En parlant du gouvernement libéral de l'époque, qui est aujourd'hui l'opposition libérale, il a dit:

...l'intention du gouvernement n'a jamais été de maintenir indéfiniment le régime actuel d'énergie bon marché, alors que le reste du monde s'adapte aux réalités nouvelles.

Il a poursuivi en disant:

Nous n'avons aucune autre solution en fait que de continuer à majorer progressivement les prix de l'énergie. Ceci est indispensable pour garantir nos approvisionnements futurs et pour mieux utiliser cette ressource peu abondante.

Les ministres des Finances de ce gouvernement ont reconnu en 1975 et 1976, du moins en ce qui concerne le domaine de l'énergie et le problème de l'autarcie énergétique du Canada, que nous ne pourrions plus jamais vivre de la même manière même si ce parti-là aujourd'hui croit que nous pouvons renverser la vapeur. C'est impossible. On a beaucoup parlé des prix du marché mondial, mais on n'a rien fait pour résoudre le problème ce qui fait que le rythme de prospection au Canada a beaucoup ralenti et que nous sommes tombés à la merci de pays qui ne comptent pas parmi nos meilleurs amis.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Après 16 ans de négligence, le Canada doit maintenant s'incliner devant la triste réalité qui nous attend aujourd'hui. Si nous voulons devenir autosuffisants dans le domaine de l'énergie, si nous ne voulons pas devenir les victimes de notre malchance, si nous ne voulons pas être à la merci des caprices des pays arabes, du Venezuela et d'autres pays, si, pour reprendre les paroles du député de Prince-Albert (M. Hovdebo), nous voulons vraiment être maîtres chez nous, il ne faut pas attendre que les Arabes nous le permettent, ni les Américains. Les Canadiens devront le faire, et le ministre des Finances nous a montré l'unique voie à suivre pour y parvenir.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Personne au Canada ne veut payer plus cher pour quoi que ce soit. Personne à la Chambre ou ailleurs ne veut payer des impôts plus élevés. Mais, à mon avis, les Canadiens sont prêts à faire face à la réalité. J'espère que le Parlement est prêt à en faire autant. Que personne, qu'aucun parti, qu'aucun groupe n'en doute à la Chambre: l'autarcie énergétique d'ici 1990 est notre mot d'ordre!

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Par ce budget, nous en avons pris parti irrévocablement.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Il serait très facile de suivre l'exemple des années passées, de laisser grimper le déficit, de nous enliser progressivement davantage dans notre dépen-

Budget—M. Walter Baker

dance. Je suis fier d'avoir John Crosbie comme collègue au cabinet, parce qu'il a lancé un défi aux Canadiens. Il a une plus grande confiance dans le Canada que cette bande sans chef, sans scrupules et sans principes qui veut remplacer le gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est la même clique que les Canadiens ont évincée en 1979.

Une voix: Parlez du budget.

M. Baker (Nepean-Carleton): Le député de Prince-Albert a dit qu'il est temps de racheter le Canada. Il a raison, il est temps de racheter le Canada.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Il est temps que nous donnions aux Canadiens une part dans les ressources nationales. Nous ne parviendrons à l'autarcie que si nous payons les prix. Les télégrammes que j'ai sur mon pupitre et les appels téléphoniques que j'ai reçus de partout au Canada aujourd'hui prouvent que les Canadiens savent que nous avons pris la bonne direction. La voie est difficile à suivre, mais c'est la bonne.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Les Canadiens nous disent qu'il était temps que quelqu'un donne le coup de barre et ils louent le ciel que le ministre des Finances l'ait fait.

Garth Turner parle du budget dans le *Sun* de Toronto d'aujourd'hui, en ces termes:

C'est, bien sûr, un budget pénible, ce que tout le monde appelle un budget d'austérité. Il implique que presque tout va coûter plus cher à la majorité d'entre nous. Il suppose que les années 80 seront dures, qu'elles nous réservent plus d'inflation, plus de chômage, et une faible croissance économique. A travers tout cela perce cependant une note de réalisme, qui rassure.

Des voix: Bravo!

● (2100)

M. Baker (Nepean-Carleton): J'attire particulièrement l'attention de mes amis du NPD sur ce que l'auteur de l'article dit ensuite:

Ce que nous avons entendu de plus important hier soir, c'est qu'il pourrait y avoir une renaissance de la responsabilité financière à Ottawa, et je dis bien qu'il pourrait y en avoir une. La promesse de Crosbie en vue de réduire le déficit fédéral aura énormément de ramifications. Cela fera baisser le taux d'inflation, et par conséquent, les taux d'intérêt exorbitants que nous avons maintenant. Cela rendra les capitaux au secteur privé et lui permettra de créer des emplois et de donner de l'expansion à l'industrie, ce qui favorisera le commerce canadien et réduira le déficit de notre compte courant avec le reste du monde.

C'est pour cela que je suis fier de compter le ministre des Finances parmi mes collègues du cabinet.

Des voix: Bravo!

Une voix: Que dit *The Toronto Sun*?

M. Reid: Que disent le *Star* et le *Globe*?

M. Baker (Nepean-Carleton): Les députés devraient peut-être faire comme le reste des Canadiens et se rendre à l'évidence. L'auteur de l'article ajoute: